

**Le processus d'harmonisation des droits
migratoires nationaux des Etats membres
de l'Union européenne. Historique, portée et
perspectives en droit communautaire d'asile
et d'immigration**

THESE

de licence et de doctorat
présentée à la Faculté de droit
de l'Université de Lausanne
par

Cesla Virginia AMARELLE

licenciée en droit, LL.M

Zurich

SCHULTHESS POLYGRAPHISCHER VERLAG

2005

TABLE DES MATIERES

Table des sigles et abréviations _____

<i>Avant-propos</i> _____	75
<i>Introduction générale</i> _____	21
Migration et recherche scientifique_____	21
Les obstacles de la réalité étatique sécuritaire_____	23
Les nouvelles perspectives de la réalité institutionnelle européenne _____	26
Objet du travail_____	30
<i>1. L'évolution du droit migratoire dans l'ordre juridique national, international et régional</i> _____	33
1.1. Migration : l'articulation entre le droit d'asile et le droit des réfugiés, entre le droit d'immigration et le droit d'émigration_____	33
1.1.1. Historique_____	33
1.1.2. Les nouvelles réalités migratoires et les déséquilibres démographiques_____	45
1.1.3. Problèmes juridiques actuels_____	51
1.1.3.1. L'imbraglio entre asile et immigration_____	52
1.1.3.2. La protection insuffisante des droits de l'homme_	53
1.1.3.3. L'insuffisance des arrangements régionaux_____	55
1.2. Les raisons de l'eupéanisation des politiques d'asile et d'immigration_____	60
1.2.1. L'approfondissement de la construction communautaire _____	61
1.2.2. L'élargissement de la construction communautaire aux pays d'Europe centrale et orientale (PECO), à Chypre et à Malte_____	67
1.3. La communautarisation des politiques d'asile et d'immigration dans le cadre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice_____	70

2. L'évolution de la coopération entre Etats Membres en matière migratoire	75
2.1. Les grandes étapes avant le traité d'Amsterdam : l'intensification du processus d'unification par le marché intérieur	75
2.1.1. La consécration d'un espace sans frontières intérieures : de la libre circulation des travailleurs à la libre circulation des personnes dans le cadre constitutionnel européen	75
2.1.1.1. Le traité instituant la Communauté économique européenne de 1957 et l'Acte unique européen de 1986	76
2.1.1.2. Le développement progressif d'une politique de concertation intergouvernementale, la Convention de Dublin de 1990 et le traité sur l'Union européenne de 1992	84
2.1.2. La mise en oeuvre d'un espace sans frontières intérieures. De la libre circulation des personnes aux mesures compensatoires par la méthode <i>conventionnelle</i> : les conventions de Schengen de 1985 et 1990	97
2.1.2.1. Les premiers espaces de liberté (Bénélux, Union nordique des passeports)	97
2.1.2.2. Les Conventions de Schengen de 1985 et 1990	99
2.1.3. Conclusion : les déficiences du processus de mise en place de la libre circulation des personnes	110
2.2. L'étape du traité d'Amsterdam : la consécration de l'espace de liberté, de sécurité et de justice dans le droit primaire européen en tant que cadre institutionnel de la politique migratoire européenne	116
2.2.1. La portée conceptuelle de l'ELSJ en droit primaire européen : les notions d'espace, de liberté, de sécurité et de justice	116
2.2.2. La portée juridique de l'espace de liberté, de sécurité et de justice en droit primaire européen	131
2.2.2.1 Analyse des préambules et des dispositions liminaires des traités	132
2.2.2.2. Un objectif interpilier solennellement posé en tête de traité	134

2.2.2.3. Un concept d'intégration lié au premier pilier (titre IV TCE) : la communautarisation des politiques d'asile et d'immigration et l'intégration du dispositif Schengen	136
2.2.2.3A. La communautarisation des politiques d'asile et d'immigration : l'article 63 TCE	136
2.2.2.3.2. L'intégration du dispositif Schengen	147
2.2.2.4. Un concept de coopération renforcée lié aux divers protocoles et déclarations. Les situations particulières du Royaume Uni, l'Irlande et le Danemark	152
2.2.2.5. Un concept de coopération lié au troisième pilier	157
2.3. Conclusion : les fondements de la politique migratoire dans le droit primaire européen	163
<i>3. La mise en oeuvre matérielle des nouvelles dispositions du TCE</i>	167
3.1. Les principaux axes de la mise en œuvre de la politique migratoire commune	167
3.2. Le régime européen de l'asile et l'immigration	175
3.2.1. Les normes minimales relatives aux conditions de fond pour l'octroi du statut de réfugié et de protection subsidiaire	177
3.2.2. Les normes minimales concernant la procédure pour l'octroi du statut de réfugié dans les Etats membres	186
3.2.3. Les conditions d'accueil minimales des réfugiés	192
3.2.4. La protection temporaire	193
3.3. Conclusion	194
<i>4. Conclusion générale</i>	197
<i>Index alphabétique</i>	201
<i>Bibliographie générale</i>	203
Annexe I	224
Mesures adoptées dans le cadre de l'ELSJ en matière de droit des personnes réfugiées ou déplacées	224

Mesures adoptées dans le cadre de l'ELSJ en matière de droit
des personnes réfugiées ou déplacées hors bénéfice du droit
d'asile_____ 225

Annexe II_____ 226

Mesures adoptées dans le cadre de l'ELSJ en matière
d'immigration et des droits des ressortissants d'États tiers_ 226